

Razzia au Parc national marin de Mohéli

Depuis un bout de temps des pêcheurs en mer ont remarqué le manège de quatre chalutiers battant pavillon étranger et rôdant le long des côtes de l'île de Mohéli. Ces derniers jours ces chalutiers se sont carrément introduits dans le Parc Marin de Mohéli.

Samedi dernier, le coordinateur du Projet Biodiversité en mission dans l'île a alerté les autorités de l'île qui ont envoyé des employés du parc et des militaires pour s'enquérir de la présence de ces bateaux dans une zone protégée.

Quelle ne fut leur surprise de voir des gens s'affairant à embarquer des tortues marines, des holothuries (les fameux concombres de mer), des coquillages..., bref tout ce qui fait la richesse du patrimoine naturel marin du parc. Dans ce contexte, le terme de bra-

connage est assez faible pour décrire l'ampleur de ce que l'on doit qualifier de véritable hold-up sur notre environnement marin.

Le parc marin est un espace protégé par un décret du président de la République en date du 19 avril 2001. La capture des espèces y est prohibée par les conventions internationales signées par notre pays (Convention Cites sur les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction connu sous le nom de convention de Washington, Convention sur la diversité biologique) et un arrêté du ministère de l'environnement qui stipule noir sur blanc la protection par Les Comores de ces espèces.

Dans cette affaire, il appartient aux autorités de prendre les mesures qui s'imposent pour protéger cet outil précieux au service de la conservation de notre biodi-

versité si riche mais également si vulnérable si l'on se réfère à ce qui vient de se passer à Mohéli. Cet acte a révolté les associations Ulanga (pour l'environnement) des Comores.

Poursuivre en justice

Elles se solidarisent avec le Comité de gestion du parc marin et se proposent de créer un mouvement de solidarité regroupant l'ensemble des ONG nationales et internationales pour dénoncer ce braconnage à grande échelle et poursuivre en justice ces malfaiteurs afin d'éviter que des telles

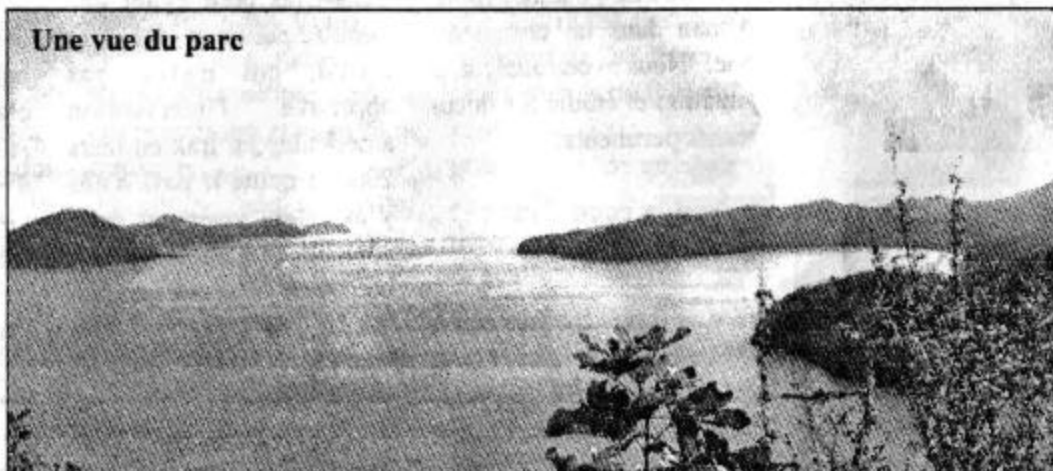
pratiques ne se reproduisent. Les richesses environnementales de notre pays qui font partie du patrimoine naturel mondial doivent faire l'objet d'une protection, tant des communautés locales que des entités autonomes et de l'Etat, comme le prouve ce braconnage à grande échelle. Force doit rester à la loi.

Rappelons pour mémoire que lors du sommet sur le développement durable à Johannesburg (Afrique du Sud), en août 2002, le PMM a figuré parmi les 27 finalistes de l'initiative Equateur qui honore des projets jugés exemplaires en fonction "de leur intégration des partena-

riats, de la durabilité, du caractère novateur, de la transférabilité, de la direction, du redressement de l'autonomie communautaire, de l'égalité des sexes, de l'inclusion sociale et des avantages tangibles en matière de conservation de la biodiversité et de réduction de la pauvreté". De plus le Parc Marin de Mohéli est en passe d'être classé par l'UNESCO comme réserve de biosphère (MAB). A l'heure qu'il est nous apprenons que les autorités ont donné l'ordre aux forces de sécurité d'arrêter ces bateaux.

H.A.

Une vue du parc



Erratum

Dans notre article d'hier sur l'électrification